



**HAL**  
open science

## Costa Rica 2022 : Une alternance politique en pleine crise partisane

Erica Guevara

► **To cite this version:**

Erica Guevara. Costa Rica 2022 : Une alternance politique en pleine crise partisane. Les Études du CERI, 2023, Amérique latine. L'Année politique 2022, n° 264-265, pp.53-55. 10.25647/etudesduceri.264-265.10 . hal-03968090

**HAL Id: hal-03968090**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03968090>**

Submitted on 1 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Costa Rica 2022 : Une alternance politique en pleine crise partisane** *par Erica Guevara*

L'élection présidentielle de 2022 a marqué un tournant important dans l'histoire électorale du Costa Rica, car elle a conduit à la tête du pays un candidat, Rodrigo Chaves, qui ne représentait aucun des trois partis ayant gouverné depuis les années 1980. L'élection a surtout mis à mal les partis traditionnels : la défaite a été cuisante pour le parti du gouvernement sortant, le Parti action citoyenne (PAC), qui n'a obtenu que 0,66 % des votes, après avoir passé huit ans aux commandes. Mais l'échec est aussi majeur pour le Parti libération nationale (PLN), dont le candidat et ancien président José María Figueres Olsen, fils d'un des « pères fondateurs » du système républicain costaricien<sup>1</sup>, a perdu au second tour face à un candidat presque inconnu. Même si le parti reste la force la plus importante à l'Assemblée nationale, il s'agit de sa troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle, ce qui n'était auparavant jamais arrivé. Enfin, les tendances évangéliques, qui avaient imposé leur agenda lors de la campagne électorale de 2018 et étaient passées au second tour, sont arrivées divisées en 2022, et ne sont parvenues à obtenir qu'une troisième place. Le dénouement de l'élection a donc été tout à fait différent de celui de 2018.

La campagne électorale a surtout été marquée par une très grande fragmentation partisane. Ce sont plus de vingt-cinq candidats qui se sont affrontés pour la présidence (contre treize en 2018), représentant de très petits partis créés pour la plupart quelques années à peine avant l'élection, souvent à la suite de scissions de partis plus importants ou de défections de personnalités politiques. A titre d'exemple, l'ancien candidat de 2018 du Parti unité sociale-chrétienne (PUSC), Rodolfo Piza, qui avait aussi occupé des fonctions de ministre sous le gouvernement de Carlos Alvarado, a quitté le parti, qui ne le soutenait plus, pour devenir le candidat du parti Notre peuple, créé en 2018. C'est aussi le cas de Rolando Araya, qui, après avoir échoué à être nommé candidat présidentiel du PLN lors des élections primaires, a décidé de l'être pour un autre parti créé en 2021, Costa Rica juste. Le Parti évangélique restauration nationale (PREN) était lui aussi divisé, à la suite du départ de son candidat Fabricio Alvarado et d'une série de députés pour créer le Parti nouvelle république (PNR). Le libéralisme économique était enfin fortement représenté, avec au moins cinq partis se revendiquant de cette tendance (dont trois fondés par des dissidents du Mouvement libertaire, en grande difficulté en raison des dettes du parti et de son fondateur, Otto Guevara). L'offre électorale était donc illisible pour l'électorat, qui peinait à retenir les noms des candidats et à identifier les différences entre les partis. Selon un sondage du Centre de recherche et d'études politiques (CIEP) mené en août 2021, 53 % des personnes qui comptaient aller voter ont déclaré n'avoir de préférence pour aucun candidat<sup>2</sup>.

Dans ce panorama morose, c'est un candidat peu connu jusqu'alors, Rodrigo Chaves, qui est parvenu à attirer le plus d'attention médiatique. Cet économiste, qui a surtout fait carrière dans les organisations internationales (principalement à la Banque mondiale), est devenu dissident du PAC après avoir été évincé en tant que ministre des Affaires publiques du

---

<sup>1</sup> José María Figueres Olsen est le fils de José María Figueres Ferrer, considéré comme le fondateur de la seconde république du Costa Rica, après avoir mis en place une assemblée constituante.

<sup>2</sup> Etude d'opinion du CIEP de l'Université du Costa Rica, 1<sup>er</sup> septembre 2021 (<https://ciep.ucr.ac.cr/estudio-de-opinion-publica-agosto-2021/>).

gouvernement de Carlos Alvarado en mai 2020. Il avait par la suite pris la tête du Parti progrès social démocratique (PPSD, créé en 2018), en adoptant un ton très critique à l'égard du gouvernement, des élites politiques et des partis dits « traditionnels » (PLN, PUSC, PAC) et en développant des stratégies de communication typiques d'un positionnement antisystème. Dans un programme vague et peu détaillé, il promettait de « prendre enfin en charge » ce que les gouvernements passés n'avaient pas eu le courage de faire, et se donnait comme objectifs de diminuer le taux de chômage, de freiner la corruption, de réactiver l'économie et de réduire la dette publique. Il a également obtenu le soutien d'une figure médiatique majeure du Costa Rica, la journaliste Pilar Cisneros, à qui il offrait la possibilité d'être candidate pour la place de première députée pour la province de San José.

José María Figueres Olsen (PLN) l'a donc emporté au premier tour le 6 février 2022 avec 27,26 % des voix, Rodrigo Chaves (PPSD) en obtenant quant à lui 16,7 %. Le PNR de Fabricio Alvarado n'est arrivé qu'en troisième position (14,82 %), mais ce score témoigne cependant de la normalisation des tendances évangéliques dans la politique costaricienne. Avec une quatrième place et 12,33 % des voix, cette élection présidentielle a été un échec pour le PUSC. Pour sa part, le Parti libéral progressiste (PLP) d'Eli Feinzaig, qui a atteint presque le même score (12,33 %), a célébré au contraire une victoire car il s'agit de son meilleur résultat historique.

Le PLP a surtout réussi à entrer pour la première fois à l'Assemblée nationale (six députés élus). Avec six partis représentés, le Parlement est paradoxalement (vu l'offre électorale foisonnante) un peu moins fragmenté qu'en 2018, et surtout beaucoup moins qu'en 2014 (lorsque neuf partis avaient été élus à l'Assemblée nationale). Le PLN est toutefois parvenu à obtenir un bon score et une position dominante au Parlement (avec 19 députés sur 57), suivi de loin par le PPSD (10 députés), qui affiche malgré tout un très bon score pour un nouveau parti, puis par le PUSC (9 députés) et le PNR (7 députés). Le parti d'extrême gauche Front large (FL) est lui aussi parvenu à obtenir le plus grand nombre de députés depuis sa création (6 élus). En revanche, la défaite a été cuisante pour le PAC, qui ne compte aucun député pour la première fois en vingt ans (et depuis sa création). La composition de l'Assemblée nationale en 2022 a donc mis en évidence trois forces positionnées au centre (PLN, PPSD et PUSC) et plusieurs partis bien représentés aux extrêmes (FL à gauche, PNR et PLP à droite), dans une configuration qui oblige tous les partis, dont celui du gouvernement, à négocier avec les autres pour pouvoir porter des projets. Les trajectoires des députés du PPSD, mais aussi du PLP ou du PNR, parmi lesquels figurent des journalistes, des entrepreneurs et des personnalités qui n'ont aucune expérience de la politique, confirment la tendance « antisystème » et antipolitique qui traverse le Costa Rica depuis un certain nombre d'années, et qui conduit les électeurs à préférer des candidats dont le métier n'est pas directement lié à la politique.

Contrairement à ce que les résultats du premier tour pouvaient laisser présager, l'élection présidentielle a donc été remportée en avril 2022 par Rodrigo Chaves, avec 52,82 % des voix, consacrant pour la première fois un parti de création très récente, le PPSD. L'abstention, qui a atteint les 43,24 % de l'électorat, est historique. Parmi les facteurs explicatifs de la défaite de l'ancien président Figueres Olsen, pourtant un des leaders majeurs de son parti, citons les nombreuses « affaires » auxquelles son nom était associé (dont le scandale de corruption visant Alcatel en 2004, pour lequel deux autres anciens présidents du pays avaient été condamnés), qui ont durablement terni son image. Plus récemment, son parti avait aussi été très affecté par

les affaires « Cochinilla », « Azteca » et « Diamante », qui avaient permis de révéler des réseaux de corruption et des chantages entre de nombreux maires (souvent élus sous la bannière du PLN), des entreprises et des organisations de narcotrafic. Les enquêtes du CIEP montrent ainsi la force du vote « anti-PLN » : même si le report des voix a plutôt bénéficié à ce parti, cela n'a pas suffi pour gagner l'élection<sup>3</sup>. Les crises traversées par le PLN confirment la méfiance de l'électorat costaricien à l'égard du métier politique. Ainsi, le résultat s'explique essentiellement par une forme de vote affectif, les électeurs ayant surtout manifesté leur rejet d'un candidat et de la corruption associée au métier politique, plutôt qu'un véritable engouement pour son adversaire. Le rejet massif du PAC, autant à l'échelle présidentielle que législative, peut aussi se comprendre à partir de cette perspective, les gouvernements de Luis Guillermo Solís et de Carlos Alvarado ayant aussi traversé plusieurs scandales politiques en lien avec la corruption, alors que la lutte contre celle-ci faisait partie du programme fondateur du parti.

La cartographie du vote du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 est cependant assez différente de celles de 2014 et de 2018. Le PLN a réussi à réoccuper du terrain dans ses bastions historiques. C'est le parti qui remporte le plus de cantons à l'échelle nationale, dont ceux du Guanacaste, surtout gagnés par les évangéliques lors du premier tour de 2018. Le PLN parvient à remporter la première place dans la majorité des cantons du pays, sauf dans les provinces d'Alajuela, de Limón et de Puntarenas, où c'est le PNR qui s'impose souvent en première place. Comme en 2018, le parti évangélique parvient à remporter une majorité des voix dans la plupart des territoires côtiers et frontaliers de Puntarenas et de Limón. Ces deux partis se répartissent l'essentiel des premières et deuxièmes places dans presque tous les cantons, avec des variations selon les territoires. En revanche, le PPSD de Rodrigo Chaves ne remporte que très peu de territoires dès le premier tour (seulement quatre cantons, aucune province), et arrive dans la plupart des cas à la troisième place. Mais il se caractérise par sa constance à la troisième place, y compris dans les territoires de la Grande zone métropolitaine, ce qui lui garantit plus de votes qu'au parti évangélique, qui ne se retrouve qu'à la cinquième ou sixième place dans les territoires de la capitale.

La cartographie électorale du second tour a cependant mis en évidence la victoire écrasante du PPSD, et la fracture territoriale qui traverse le pays. Elle ressemble beaucoup plus à celles de 2014 et de 2018. Le parti a remporté tous les territoires de Limón et de Puntarenas, et presque tous ceux du Guanacaste, tandis que le PLN n'est parvenu à s'imposer que dans quelques territoires de la zone métropolitaine, dont certains des cantons les plus peuplés. Cela n'a cependant pas suffi à gagner l'élection (contrairement à ce qu'il s'était passé pour le PAC en 2018), car l'écart entre les deux candidats était très faible dans les territoires remportés par le PLN. Le résultat électoral final traduit donc essentiellement la crise partisane traversée par le pays depuis une vingtaine d'années. Aucun parti, ni traditionnel ni de création récente, n'est parvenu à traduire les demandes de l'électorat, ce qui a conduit à la victoire d'un candidat antisystème.

---

<sup>3</sup> Etude d'opinion du CIEP de l'Université du Costa Rica, 4 mai 2022 (<https://ciep.ucr.ac.cr/wp-content/uploads/2022/05/Encuesta-Postelectoral-2022.html>).

**Pour citer ce chapitre** : Erica Guevara, « Costa Rica 2022 : Une alternance politique en pleine crise partisane », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].